

- les biens immobiliers qui sont repris, lors de ce nouvel établissement, dans l'inventaire du patrimoine architectural établi avec enquête publique conformément à l'article 4.1.3. du Décret relatif au patrimoine immobilier du 12 juillet 2013, à l'exception des trois biens immobiliers qui n'ont pas fait l'objet d'enquête publique lors de ce nouvel établissement.

Cadre juridique

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- l'arrêté ministériel du 17 juillet 2015 fixant la méthodologie d'inventaire pour l'inventaire du patrimoine architectural.

- l'arrêté de l'administrateur général du 28 novembre 2014 déterminant l'inventaire du patrimoine architectural.

LE MINISTRE FLAMAND DES FINANCES ET DU BUDGET, DU LOGEMENT
ET DU PATRIMOINE IMMOBILIER ARRETE :

Article 1^{er}. Les biens immobiliers repris au fichier numérique sécurisé dénommé « 'vaststelling_22_09_2021_artikel1' » du 22 septembre 2021, sont repris dans l'inventaire architectural établi visé à l'article 4.1.1, 3^o, du Décret relatif au Patrimoine immobilier du 12 juillet 2013.

Art. 2. Les biens immobiliers repris dans l'inventaire du patrimoine architectural établi conformément à l'arrêté de l'administrateur général du 28 novembre 2014 déterminant l'inventaire du patrimoine architectural visé à l'article 12.3.18, alinéa deux, du Décret relatif au patrimoine immobilier du 12 juillet 2013, situés dans la province du Brabant flamand, sont supprimés de cet inventaire, à l'exception des biens immobiliers repris dans le fichier numérique sécurisé dénommé 'vaststelling_22_09_2021_artikel2' du 22 septembre 2021.

Art. 3. L'inventaire du patrimoine architectural établi est disponible sous la forme d'une couche GIS sur le site de l'agence Patrimoine de Flandre.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 8 octobre 2021.

Bruxelles, le 22 septembre 2021.

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,
M. DIEPENDAELE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/21915]

29 JUIN 2021. — Arrêté ministériel arrêtant les règles d'évaluation et d'amortissement de la Communauté française

Le Ministre du Budget,

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, article 34 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale, article 32 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 juin 2021 ;

Considérant que les règles d'évaluation relatives aux comptes annuels de la Communauté française ont été établies conformément à l'arrêté royal du 10 novembre 2009, fixant le plan comptable applicable à l'État fédéral, aux communautés, aux régions et à la Commission communautaire commune tel que prévu à l'article 5 de la loi du 16 mai 2003 ;

Considérant que ces règles sont néanmoins complétées par les avis CNC 2011/18, 2017/07 et 2019/07 portant respectivement sur le traitement comptable des swaps de taux d'intérêt, les droits et engagements hors bilan ainsi que sur les émissions d'emprunts obligataires et que sauf mention expresse de règles d'évaluation spécifiques, les dispositions de l'arrêté royal précité sont d'application,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o « AR plan comptable » : l'arrêté royal du 10 novembre 2009, fixant le plan comptable applicable à l'Etat fédéral, aux communautés, aux régions et à la Commission communautaire commune ;

2^o « CNC » : la Commission des normes comptables créée par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 portant création de la Commission des normes comptables ;

3^o « Commission de la comptabilité publique » : la Commission créée par l'article 3 de la loi du 18 janvier 2010 modifiant la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes ;

4^o « Commission de l'Inventaire du Patrimoine de l'Etat » : la Commission instituée par l'arrêté royal du 29 avril 1964 dont les mandats ont été prolongés jusqu'au 7 janvier 2013 conformément à l'arrêté royal du 5 décembre 2010 ;

5^o « ABEX » : Association Belge des Experts.

Art. 2. Les règles d'évaluation sont les suivantes :

Principes de bases :

- Les règles d'évaluation sont présentées dans l'ordre de présentation du bilan en commençant par les comptes de l'actif suivi des comptes du passif.

- Les règles sont établies dans les perspectives de continuité des activités.

• Les entités comptables déterminent et publient, dans le respect des dispositions du présent arrêté, les règles qui président aux évaluations dans l'inventaire, ainsi qu'aux constitutions et ajustements d'amortissements, de réductions de valeur et de provisions pour risques, et aux réévaluations.

Ces règles d'évaluation et leur application doivent être adaptées si elles ne répondent plus à l'exigence de l'image fidèle. Ces dernières doivent figurer dans l'annexe aux comptes annuels.

• La date de clôture de l'exercice comptable est fixée au 31 décembre de chaque année.

Les opérations concernant l'exercice comptable clôturé et pour lesquelles une connaissance suffisante est acquise avant le 31 mars de l'année suivante sont encore enregistrées dans les comptes de l'année précédente.

• Chaque valeur du bilan est justifiée, s'il y a lieu, par un inventaire annuel permettant de vérifier l'existence physique, l'état et la valeur, notamment pour les actifs immobilisés.

• Les évaluations doivent répondre aux critères de prudence, de sincérité et de bonne foi. Le principe de prudence implique que la situation financière d'une entreprise ne peut pas être présentée de façon plus favorable qu'elle ne l'est en réalité

CHAPITRE 1^{er}. — PRINCIPE GENERAL POUR LES COMPTES D'ACTIF ET DE PASSIF

Le principe d'évaluation de base est celui de la valeur historique, soit la valeur d'acquisition (sous déduction éventuelle des amortissements et réduction de valeur ou réévaluations pour les comptes d'actifs)

CHAPITRE 2. — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La méthode appliquée est la méthode linéaire (avec des montants identiques pour chaque année complète) et cela par année complète.

Le prix d'acquisition d'un d'actif obtenu par voie d'échange est la valeur de marché de l'actif cédé.

Les amortissements des principales immobilisations incorporelles sont calculés selon les modalités fixées dans le tableau joint en annexe.

Les immobilisations incorporelles sont réévaluées chaque année à leur valeur de marché ou sur base de leur valeur actualisée de leurs avantages économiques futures.

CHAPITRE 3. — IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Section 1^{re}. — Règles générales

La base d'amortissement est la valeur d'acquisition et la Communauté française a déterminé les durées d'amortissement propres aux différentes catégories d'immobilisations corporelles.

Ces dernières sont reprises dans le tableau joint en annexe.

La méthode d'amortissement appliquée est la méthode linéaire par année complète à partir de l'année de la première mise en service.

Les immobilisations corporelles et incorporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps ne subissent une réduction de valeur qu'en cas de moins-value ou de dépréciation durable (Ex: terrain).

La règle générale prise par la Communauté française est que tout bien meuble corporel dont la valeur unitaire est inférieure à 1.000 euros HT.V.A. est comptabilisé en charges et non en immobilisation.

Section 2. — Règles spécifiques aux immeubles et terrains

En l'absence de proposition de la Commission de la comptabilité publique, prévue à l'article 8, § 1^{er} de l'AR plan comptable, la Communauté française a retenu la règle d'évaluation établie par la commission pour l'inventaire du patrimoine de l'État, qui définit la valeur d'un bien immobilier comme la somme des valeurs de ses composantes, à savoir le terrain et l'éventuel bâtiment érigé sur celui-ci.

Sous-section 1. Les terrains

En vue de la constitution du bilan de départ, les terrains détenus historiquement ont été évalués selon les dernières valorisations établies en 2013 par la Commission de l'Inventaire du Patrimoine de l'Etat qui se basaient sur les critères suivants :

- la contenance cadastrale ;
- la nature-pilote ;
- la situation géographique (arrondissement ou, le cas échéant, commune de plus de 30.000 habitants) et ;
- la valeur vénale moyenne unitaire au mètre carré fournie par les comités d'acquisition en fonction de la nature-pilote et de la situation, s'appuyant sur des études régulières et locales du marché.

Les dernières valorisations réalisées par la Commission de l'Inventaire ont été actualisées d'après l'évolution de l'inflation entre 2013 et 2020.

Pour les terrains acquis à partir de l'année 2019 et ceux à venir, ils seront comptabilisés selon leur valeur d'acquisition qui comprend, en plus du prix d'achat, les frais accessoires liés à l'acquisition (droits d'enregistrement, frais de dossiers, etc.).

Sous-section 2. — Les bâtiments

En vue de la constitution du bilan de départ, les bâtiments détenus historiquement ont été évalués selon les dernières valorisations établies en 2013 par la Commission de l'Inventaire du Patrimoine de l'Etat qui se basaient sur le principe de reconstruction.

Le principe de reconstruction consiste à évaluer un bâtiment selon le prix qu'il faudrait consentir pour la reconstruction d'un bâtiment similaire, déduction faite de l'amortissement (2%/an).

Cette valeur de construction est établie en tenant compte d'éléments physiques de la construction, à savoir :

- la surface plancher et ;
- la valeur unitaire moyenne de construction au mètre carré de surface plancher établie annuellement par la Régie des Bâtiments (€/m²).

Les valeurs unitaires moyenne de construction (en €/m²) des bâtiments repris dans le fichier de la Commission de l'Inventaire ont été actualisées d'après l'évolution de l'indice ABEX entre 2013 et 2020.

A cette valeur de construction, s'applique un coefficient de valorisation qui dépend de la nature du bien bâti. Conformément aux travaux de la Commission de l'Inventaire, les coefficients de valorisation sont les suivants :

CODE-Pilote	Nature-Pilote	Coefficient
01	Non-valorisé	0,0
02	Faible valeur	0,1
03	Petit Bâtiment	0,3
04	Rural	0,5
05	Entreprise	0,7
06	Habitat	1,0
07	Sophistiqué	1,4
08	Militaire	1,0
09	Scolaire	1,0
10	Légation	1,0
11	Monument	1,0

Pour les bâtiments acquis à partir de l'année 2019 et ceux à venir, ils seront comptabilisés selon leur valeur d'acquisition qui comprend, en plus du prix d'achat, les frais accessoires liés à leur l'acquisition (droits d'enregistrement ou T.V.A., frais de dossiers, etc.).

Pour les bâtiments, en l'absence de proposition de la Commission de la comptabilité publique prévue à l'article 8, § 2, al.2 de l'AR plan comptable, la Communauté française a décidé d'appliquer un amortissement linéaire de 2% par an jusqu'à l'obtention d'une valeur résiduaire de 24%, montant à partir duquel aucun amortissement n'est plus opéré (pour autant que le bâtiment n'ait pas été déclassé – démolitions, ruines, etc.)

Cette méthode privilégie l'état d'entretien plutôt que l'âge proprement dit du bâtiment et ce dernier garde une valeur d'inventaire correspondant à sa valeur opérationnelle représentative des services qu'il continue de rendre.

Sous-section 3. — Location financement

Les immobilisations corporelles détenues en location financement sont valorisées à l'actif de la même façon que les actifs similaire acquis sans location financement.

CHAPITRE 4. — IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont reprises au bilan à la valeur d'acquisition et ne font pas l'objet d'amortissements. Les frais accessoires relatifs à l'acquisition d'immobilisations financières et de placements de trésorerie seront pris en charge par le compte de résultats de l'exercice au cours duquel ils ont été exposés.

Les participations dans les entreprises sont réévaluées conformément aux dispositions de l'article 9 de l'AR plan comptable, à savoir en appliquant le pourcentage de participation à la valeur comptable de l'actif net de la société, tel qu'il ressort de ses derniers comptes annuels disponibles et approuvés.

La valeur réévaluée retenue pour ces immobilisations est justifiée dans l'annexe des comptes annuels dans lesquels la réévaluation est actée pour la première fois.

CHAPITRE 5. — CRÉANCES

Les créances à un an au plus sont comptabilisées à leur valeur nominale au moment où elles apparaissent.

Annuellement, une évaluation systématique est faite de ces créances en vue d'appliquer d'éventuelles réductions de valeur. Ainsi, les soldes des comptes clients sont justifiés par l'addition des différents comptes individuels des clients qui doivent être eux-mêmes justifiés par des documents probants.

Les créances à plus d'un an et à un an au plus font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis. Elles peuvent également faire l'objet de réductions de valeur lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur comptable.

Les créances sur les banques sont reprises au bilan à concurrence des montants mis à disposition, après déduction des remboursements effectués entre-temps et majoration des intérêts échus.

Des moins-values sur réalisation sont actées sur les créances douteuses et irrécupérables.

Pour les créances présentant un risque, les intérêts sont calculés et comptabilisés comme une créance effective. Conformément au principe de prudence, ces intérêts ne sont pas pris en résultat mais enregistrés sur un compte correctif de l'actif.

CHAPITRE 6. — STOCKS

La méthode de valorisation des articles se décide généralement par catégorie d'article (type d'article), se fera au PMP (prix moyen pondéré).

CHAPITRE 7. — PLACEMENTS DE TRÉSORERIE

Les placements sont portés au bilan à leur valeur nominale. Une réduction de valeur est actée lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur d'acquisition. Elle doit être reprise (partiellement ou totalement) à concurrence de l'augmentation de la valeur de réalisation.

Les titres, autres qu'à revenu fixe, détenus à titre de placement de trésorerie, sont réévalués annuellement sur la base de leur valeur de marché ou, à défaut, sont estimés par référence à la valeur de marché de titres cotés de nature similaire conformément à l'article 11, § 1^{er}, de l'AR plan comptable.

CHAPITRE 8. — PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constitués pour couvrir des pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature et qui, à la date de clôture, sont probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant.

Les provisions pour risques et charges sont constituées individuellement en fonction de la nature du risque et des charges y afférentes. A la fin de l'exercice, les provisions constituées sont évaluées au niveau des risques qu'elles couvrent, les provisions excédentaires faisant l'objet d'une reprise au compte de résultats.

En application de l'article 14 de l'AR plan comptable, des provisions sont constituées pour les risques de charges et pertes futures :

- 1° s'il s'agit d'une obligation existante dont la nature est décrite clairement ;
- 2° qui est née au cours de l'exercice ou lors d'un exercice précédent ;
- 3° si la charge ou la perte est probable ou certaine ;
- 4° si le montant de la charge ou le risque n'est pas encore définitif.

Pour chaque risque, la provision est déterminée par l'estimation du montant du risque. Lorsqu'une provision constituée antérieurement est devenue trop importante selon l'évaluation actuelle ou n'est plus nécessaire, elle doit être reprise ou mise à zéro. Dans le cas inverse, la provision doit être augmentée.

CHAPITRE 9. — DETTES

Section 1^{re}. — Dettes envers les institutions financières

Les dettes envers les institutions financières sont reprises au bilan à concurrence des fonds mis à disposition de la Communauté française par la contrepartie, déduits des remboursements opérés jusque-là.

Section 2. — Dettes représentées par un titre

Sous-section 1^{re}. — Emprunts

Les dettes représentées par un titre sans prime d'émission sont reprises au bilan à leur valeur nominale.

Les dettes représentées par un titre pour lesquelles le rendement actuariel, calculé à l'émission en tenant compte de la valeur de remboursement à l'échéance, diffère du rendement facial sont également reprises au bilan à leur valeur nominale.

Le traitement comptable des dettes représentées par un titre pour lesquelles l'investisseur a le droit, mais pas l'obligation, de récupérer les fonds mis à disposition de la Communauté française avant la maturité du titre est similaire à celui des dettes représentées par un titre sans option pour l'investisseur et dont la date de maturité retenue est la date d'exercice de l'option. Si l'investisseur n'exerce pas son option, la date de maturité à considérer dans les écritures comptables devient la date suivante d'exercice de l'option ou la date de remboursement du titre de dettes dans le cas où aucune option ne peut plus être exercée avant la fin de l'échéance.

Sous-section 2. — Prime d'émission ou de remboursement

La prime d'émission correspond à la différence entre le prix d'émission (i.e., montant obtenu en contrepartie d'une dette) et la valeur nominale. Celle-ci sera positive lorsque le montant obtenu en contrepartie est supérieur à la valeur nominale et négative dans le cas inverse. La prime de remboursement correspond quant à elle à la différence entre la valeur nominale de la dette et le montant à rembourser contractuellement. Celle-ci sera positive lorsque le montant à rembourser contractuellement est supérieur à la valeur nominale.

La comptabilisation des dettes à leur valeur nominale s'accompagne de la prise en résultat pro rata temporis, sur la durée restant à courir du titre et sur une base linéaire, de la prime d'émission et de remboursement, qu'elle soit positive ou négative, et ce quel que soit le montant.

Dans le cas des dettes représentées par un titre pour lesquelles l'investisseur a le droit, mais pas l'obligation, de récupérer les fonds mis à disposition de la Communauté française avant la maturité du titre, la prime d'émission ou de remboursement, positive ou négative, sera amortie sur la période allant jusqu'à l'échéance de la première option.

Par ailleurs, dans le cas des dettes représentées par un titre lié à l'inflation, une prime de remboursement positive sera due par la Communauté française à l'investisseur. Cette prime de remboursement sera enregistrée au compte de résultat chaque année et sera calculée sur la base de l'indice de référence de l'année en question en comparaison avec l'indice de référence de l'année précédente.

Section 3. — Commission de placement

Les commissions de placement constituent les dépenses occasionnées lors de l'émission d'un emprunt. En particulier, ces commissions consistent en des frais d'émission d'emprunt, directement prélevés par la banque sur les fonds disponibles.

Ces commissions de placement ne sont pas activées et sont enregistrées immédiatement au compte de résultat.

CHAPITRE 10. — COMPTES DE REGULARISATION ET CLÔTURE

A la date de clôture de l'exercice comptable, le prorata des charges ou produits d'intérêt qui n'échoiront qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à l'exercice écoulé est comptabilisé dans les comptes de régularisation(1), et ce afin de rattacher à chaque exercice les charges et produits qui le concernent(2).

Dans le cas de coupons variables (charges d'intérêt variables) et lorsque la date de fixing de ce coupon est en fin de période, le prorata de ces coupons afférents à l'exercice écoulé doit être réestimé au taux applicable à la date de clôture de l'exercice.

CHAPITRE 11. — RÈGLES SPÉCIFIQUES – POSTES HORS-BILAN

Section 1^{re}. — Instruments financiers dérivés

Les swaps de taux d'intérêt conclus aux fins d'opérations de couverture(3) concernant des dettes existantes de la Communauté française exprimées dans la même unité monétaire ont pour but de gérer en tout ou en partie les risques de taux d'intérêt selon un principe de symétrie entre les flux monétaires résultant de l'instrument couvert et ceux résultant de sa couverture.

Le traitement comptable de ces instruments de couverture diffère selon que la couverture soit spécifique (micro-couverture) ou non-spécifique (macro-couverture).

Sous-section 1^{re}. — Traitement comptable des opérations de couverture spécifique

Lorsque la couverture est spécifique, les swaps de taux d'intérêt ne font pas l'objet d'une réévaluation à leur valeur de marché. Par conséquent, les variations (même négatives) de la valeur de marché de l'instrument de couverture ne sont pas prises en résultat. Les engagements et les droits résultant de l'utilisation de ces swaps de taux d'intérêt sont repris à concurrence de leur montant notionnel dans les comptes d'ordre et des mentions devront être faites dans les annexes des comptes annuels à la note Droits et engagements hors bilan, tel que décrit ci-dessous.

Par ailleurs, les annexes devront également mentionner, à titre d'information, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt dans la note Instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur.

Dans le cas d'une couverture excédentaire, par exemple en cas de remboursement anticipé (partiel) de l'instrument sous-jacent, la partie de la couverture excédentaire sera traitée comptablement comme une couverture non-spécifique et non-efficace.

Sous-section 2. — Traitement comptable des opérations de couverture non-spécifique

Dans le cas d'une couverture non-spécifique, c'est-à-dire lorsque le risque associé à un ensemble homogène de dettes existantes est couvert par un ou plusieurs swaps de taux d'intérêt, des tests d'efficacité(4) sont effectués pour déterminer si la couverture est efficace et un rapport plus étendu est requis dans les comptes annuels. Une telle couverture est considérée comme efficace lorsque les swaps de taux d'intérêt couvrent un intervalle allant de 80% à 120% des variations de flux d'intérêt de dette résultant des variations des taux d'intérêt sur le marché.

Lorsque la couverture non spécifique est efficace, les swaps de taux d'intérêt ne devront pas faire l'objet d'une réévaluation à leur valeur de marché et le traitement comptable est similaire à celui de la couverture spécifique. Cependant, dès le moment où une couverture non-spécifique est considérée comme non efficace selon le test d'efficacité, la relation de couverture entre le ou les swaps de taux d'intérêt et l'ensemble homogène de dettes n'est plus reconnue et le principe de prudence Lower of Cost or Market(5) (ci-après « LOCOM ») s'applique :

— Si la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt est négative à la date à laquelle la couverture non-spécifique est considérée comme non efficace, cette valeur de marché sera prise en résultat pro rata temporis, sur une base linéaire et sur la durée restante à courir des titres couverts. Toutes variations de valeur de marché ultérieures seront également prises en résultat, sauf dans le cas où la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt devient positive.

— En revanche, si au moment où la couverture non-spécifique est considérée comme non efficace, la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt est positive, ceux-ci ne doivent pas faire l'objet d'une réévaluation à leur valeur de marché. Par la suite, et selon le principe du LOCOM, seules les pertes latentes sur le ou les swaps de taux d'intérêt issues de leur réévaluation à leur valeur de marché sont enregistrées en compte de résultat.

Sous-section 3. — Traitement comptable des instruments financiers avec options vendues incorporées dans les swaps de taux d'intérêt.

Les swaps de taux d'intérêt donnant la possibilité mais pas l'obligation à la contrepartie de mettre fin au contrat avec ou sans paiement par la Fédération Wallonie-Bruxelles de la valeur des swaps de taux d'intérêt sont considérés comme conclus aux fins d'opérations de couverture, dont le traitement comptable est spécifié ci-dessus et où la date de maturité de la couverture est la première date d'exercice de l'option. Si l'option n'est pas exercée, la nouvelle date de maturité de la couverture devient la prochaine date d'exercice de l'option dans le cas où il y a plusieurs dates d'exercice de l'option.

Sous-section 4. — Traitement comptable du résultat issu de la liquidation d'un swap

Dans le cas où un swap de taux d'intérêt de couverture est liquidé volontairement mais l'entité continue à se financer (maintien de l'instrument de financement), le résultat issu de cette transaction est étalé sur la durée la plus courte entre la durée de couverture initialement prévue restant à couvrir et la durée restante du financement à taux variable, et ce par le biais de comptes distincts, et uniquement si la couverture est efficace. Dans le cas où l'instrument couvert est remboursé avant maturité, la partie restante du résultat issu de cette opération n'ayant pas encore été amortie sera enregistrée immédiatement au compte de résultat. Un traitement comptable similaire s'applique aux swaps de taux d'intérêt donnant la possibilité mais pas l'obligation à la contrepartie de mettre fin au contrat avec paiement par la Communauté française de la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt, c'est-à-dire pour les swaps de taux d'intérêt avec break-up clause.

Section 2. — Droits et engagements

Les droits et engagements ne figurant pas au bilan et étant susceptibles d'avoir une influence importante(6) sur le patrimoine, la situation financière ou sur le résultat de la société doivent être mentionnés par catégorie dans l'annexe Droits et engagements hors bilan.

Conformément au principe de l'image fidèle(7), les droits et engagements devront être comptabilisés en compte d'ordre 0 dès le moment où le droit ou l'engagement est constaté et que toutes les conditions suspensives à l'octroi ont été remplies.

Les droits et engagements sont comptabilisés pour la totalité du montant pour lequel la Communauté française est susceptible d'être engagée et redevable du créancier, y compris lorsqu'elle est tenue solidairement avec des tierces parties. Une mention de l'existence du fait qu'il s'agit d'une obligation solidaire et de l'existence d'une possibilité de recours personnel ou de recours subrogatoire par le débiteur solidaire à l'encontre de ses co-débiteurs solidaires éventuels peut cependant être faite à l'annexe.

Par ailleurs, les droits et engagements importants qui ne sont pas susceptibles d'être quantifiés font l'objet de mentions appropriées dans l'annexe.

Enfin, la Communauté française procède, au plus tard à la date de clôture de l'exercice, à un inventaire complet de ses droits et engagements et s'assure de l'exactitude des montants renseignés à cet égard.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 4. La Direction Générale du Budget et des Finances du Ministère de la Communauté française est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 juin 2021.

Fr. DAERDEN

Notes

(1) Le prorata des charges d'intérêt qui n'échoiront qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à l'exercice écoulé sera comptabilisé en tant que « Charges à imputer ». Le prorata des produits d'intérêt qui n'échoiront qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à l'exercice écoulé sera quant à lui comptabilisé en tant que « Produits acquis ».

(2) A noter que le prorata des charges ou produits d'intérêt exposées ou perçus au cours de l'exercice écoulé mais qui sont à rattacher à un ou plusieurs exercices ultérieurs seront également à comptabiliser dans les comptes de régularisation (respectivement en tant que « Charges à reporter » ou « Produits à reporter). Néanmoins, ce montant étant connu à la date de clôture, il n'y a pas lieu d'effectuer une réestimation de celui-ci à la date de clôture, dans le cas de coupons variables.

(3) Une opération de couverture consiste en achats ou ventes d'instruments financiers qui doivent avoir pour effet de neutraliser ou réduire les variations de prix et/ou de flux financiers de l'instrument financier couvert.

(4) Les tests d'efficacité se basent sur la méthodologie IFRS.

(5) Cette méthodologie consiste à n'enregistrer en compte des résultats que les pertes latentes sur l'IRS selon le principe de prudence (les produits non-réalisés ne doivent pas être comptabilisés). Il sera dérogé au principe du LOCOM dans la situation où les risques liés au swap de taux d'intérêt qui n'est plus efficace seraient couverts ou compensés par un autre instrument financier dérivé, selon le principe de la symétrie.

(6) Sur la base de l'article 3 :58, § 5 de l'AR du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et associations, « On entend par l'importance significative, le statut d'une information dont on peut raisonnablement penser que l'omission ou l'inexactitude risque d'influencer les décisions que prennent les utilisateurs sur la base des comptes annuels ou consolidés de la société, ou sur la base des comptes annuels de l'ASBL, de l'ASBL ou de la fondation. L'importance significative de chaque élément est évaluée dans le contexte d'autres éléments similaires. »

(7) Selon le principe de l'image fidèle, les évaluations doivent répondre aux critères de prudence, de sincérité et de bonne foi.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/21915]

29 JUNI 2021. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de evaluatie- en afschrijvingsregels van de Franse Gemeenschap

De Minister van Begroting,

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, artikel 34;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding, artikel 32;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 juni 2021;

Overwegende dat de evaluatieregels betreffende de jaarrekeningen van de Franse Gemeenschap opgesteld werden overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot vaststelling van het boekhoudplan van toepassing op de federale Staat en op de gemeenschappen, de gewesten en de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie, zoals bedoeld in artikel 5 van de wet van 16 mei 2003;

Overwegende dat deze regels nochtans aangevuld worden met de adviezen CBN 2011/18, 2017/07 en 2019/07 die respectief betrekking hebben op de boekhoudkundige verwerking van de renteswap, de niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen alsook op de uitgifte van een obligatielening en dat, met uitzondering van een uitdrukkelijke vermelding van specifieke evaluatieregels, de bepalingen van het bovenvermelde koninklijk besluit van toepassing zijn,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° « KB boekhoudplan »: het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot vaststelling van het boekhoudplan van toepassing op de federale Staat en op de gemeenschappen, de gewesten en de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie;

2° « CBN »: Commissie voor boekhoudkundige normen opgericht bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 houdende oprichting van een Commissie voor boekhoudkundige normen;

3° « Commissie voor de openbare comptabiliteit »: de Commissie opgericht bij artikel 3 van de wet van 18 januari 2010 tot wijziging van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

4° « Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat »: de Commissie ingesteld bij het koninklijk besluit van 29 april 1964 waarvan de mandaten verlengd werden tot 7 januari 2013 overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 december 2010;

5° « ABEX »: Associatie van Belgische experts.

Art. 2. De evaluatieregels zijn de volgende:

Basisbeginselen:

- De evaluatieregels worden voorgesteld in de presentatievolgorde van de balans, waarbij begonnen wordt met de activarekeningen, gevolgd door de passivarekeningen.

- De regels zijn vastgesteld in een perspectief van continuïteit van de activiteiten.

- De boekhoudkundige entiteiten bepalen en maken bekend, met inachtneming van de bepalingen van dit besluit, de regels die gelden voor de evaluatie van de inventaris, evenals voor de vorming en de aanpassing van de afschrijvingen, waardeverminderingen en voorzieningen voor risico's, en voor de herwaarderingen. Die evaluatieregels en hun toepassing moeten aangepast worden indien ze niet meer aan de eis van een getrouw beeld beantwoorden. Deze moeten opgenomen worden in de bijlage bij de jaarrekeningen.

- De afsluitingsdatum van het boekjaar wordt vastgesteld op 31 december van elk jaar.

Verrichtingen die betrekking hebben op het afgesloten boekjaar en waarvoor voldoende kennis is verworven vóór 31 maart van het volgende jaar, worden nog steeds geboekt in de rekeningen van het voorgaande jaar.

- Elke balanswaarde wordt, indien nodig, verantwoord door een jaarlijkse inventaris die het mogelijk maakt om het fysieke bestaan, de staat en de waarde te verifiëren, inzonderheid voor vaste activa.

- Evaluaties moeten aan de criteria van voorzichtigheid, oprechtheid en goede trouw voldoen. Het voorzichtigheidsbeginsel houdt in dat de financiële situatie van een onderneming niet gunstiger mag worden voorgesteld dan zij in werkelijkheid is.

HOOFDSTUK 1. — *ALGEMEEN BEGINSSEL VOOR ACTIVA- EN PASSIVAREKENINGEN*

Het basisbeginsel voor de evaluatie is dat van de historische waarde, d.w.z. de aanschafwaarde (verminderd met eventuele afschrijvingen en waardeverminderingen of herwaarderingen voor activarekeningen)

HOOFDSTUK 2. — *IMMATERIËLE ACTIVA*

De toegepaste methode is de lineaire methode (met identieke bedragen voor elk volledig jaar) voor elk volledig jaar.

De aankoopprijs van een door middel van ruil verkregen goed is de marktwaarde van het verkochte goed.

De afschrijving van de belangrijkste immateriële activa wordt berekend volgens de bijgevoegde tabel.

De immateriële activa worden jaarlijks geherwaardeerd tegen de marktwaarde of op basis van de contante waarde van de toekomstige economische voordelen.

HOOFDSTUK 3. — *MATERIËLE VASTE ACTIVA**Afdeling 1. — Algemene regels*

De basis voor de afschrijving is de aanschaffingswaarde en de Franse Gemeenschap heeft de afschrijvingstermijnen voor de verschillende categorieën van materiële vaste activa vastgesteld.

Deze staan vermeld in de bijgevoegde tabel.

De toegepaste afschrijvingsmethode is de lineaire methode per volledig jaar vanaf het jaar van de eerste ingebruikneming.

Materiële en immateriële vaste activa waarvan het gebruik niet in de tijd beperkt is, worden slechts afgeschreven in geval van waardevermindering of duurzame waardevermindering (bijvoorbeeld terreinen).

De algemene regel van de Franse Gemeenschap is dat alle lichamelijke roerende goederen met een eenheidswaarde van minder dan 1.000 EUR exclusief btw als kosten en niet als vaste activa worden geboekt.

Afdeling 2. — Specifieke regels voor gebouwen en terreinen

Bij ontstentenis van een voorstel van de Commissie voor de openbare comptabiliteit, zoals bepaald in artikel 8, § 1 van het KB boekhoudplan, heeft de Franse Gemeenschap de evaluatiereguleer aangenomen die door deze commissie is opgesteld voor de inventarisatie van het vermogen van de Staat, waarbij de waarde van een onroerend goed wordt gedefinieerd als de som van de waarden van zijn bestanddelen, d.w.z. het terrein en het gebouw dat erop is opgericht.

Onderafdeling 1. — Terreinen

Met het oog op de opstelling van de initiële balans werden de in historisch bezit gronden gewaardeerd volgens de meest recente waarderings die in 2013 door de Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat zijn opgesteld:

- de kadastrale oppervlakte;
- de piloottaard;
- de geografische ligging (arrondissement of, in voorkomend geval, gemeente met meer dan 30.000 inwoners) en;
- de gemiddelde marktwaarde per eenheid per vierkante meter die door de aankoopcomités wordt verstrekt naar gelang van de aard en de ligging van de proef, op basis van regelmatige lokale marktstudies.

De meest recente waarderings van de inventariscommissie zijn geactualiseerd aan de hand van de ontwikkeling van de inflatie tussen 2013 en 2020.

Gronden die vanaf 2019 worden verworven en gronden die in de toekomst zullen worden verworven, zullen worden geboekt tegen hun aanschaffingswaarde, die naast de aankoopprijs ook de bijkomende kosten in verband met de verwerving omvat (registratierechten, administratiekosten, enz.).

Onderafdeling 2. — De gebouwen

Met het oog op de opstelling van de initiële balans zijn de gebouwen in historisch bezit getaxeerd volgens de meest recente taxaties die in 2013 zijn vastgesteld door de Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat, en die zijn gebaseerd op het beginsel van reconstructie.

Het reconstructiebeginsel houdt in dat een gebouw wordt gewaardeerd volgens de prijs die zou worden betaald voor de wederopbouw van een soortgelijk gebouw, verminderd met de afschrijving (2%/jaar).

Deze bouwwaarde wordt vastgesteld door rekening te houden met fysieke elementen van de constructie, namelijk:

- de vloeroppervlakte en;
- de gemiddelde waarde van de bouweenheden per vierkante meter vloeroppervlakte, jaarlijks vastgesteld door de Regie der Gebouwen (€/m²).

De gemiddelde waarde per bouweenheid (in €/m²) van de gebouwen in het bestand van de inventariscommissie is geactualiseerd aan de hand van de ontwikkeling van de ABEX-index tussen 2013 en 2020.

Op deze bouwwaarde wordt een evaluatiescoëfficiënt toegepast, die afhankelijk is van de aard van het goed. Overeenkomstig de werkzaamheden van de Inventariscommissie zijn de evaluatiescoëfficiënten als volgt:

pilootcode	piloottaard	Coëfficiënt
01	Niet gewaardeerd	0,0
02	Lage waarde	0,1
03	Klein gebouw	0,3
04	Platteland	0,5
05	Bedrijf	0,7
06	Habitat	1,0
07	Geavanceerd	1,4
08	Militair	1,0
09	School	1,0

pilootcode	pilootaard	Coëfficiënt
10	Legatie	1,0
11	Monument	1,0

Gebouwen die vanaf 2019 en later worden verworven, zullen worden geboekt tegen hun aanschaffingswaarde, die naast de aankoopprijs ook de bijkomende kosten in verband met de aankoop omvat (registratierechten of btw, administratiekosten enz.).

Voor gebouwen heeft de Franse Gemeenschap, bij gebrek aan een voorstel van de Commissie voor de openbare comptabiliteit zoals voorzien in artikel 8, § 2, alinea 2 van het KB boekhoudplan, beslist om een lineaire afschrijving van 2% per jaar toe te passen tot een restwaarde van 24% is bereikt, waarna geen afschrijving meer wordt toegepast (op voorwaarde dat het gebouw niet buiten gebruik werd gesteld - afbraak, ruïnes, ...)

Bij deze methode ligt de nadruk op de staat van onderhoud en niet op de feitelijke ouderdom van het gebouw, en behoudt het gebouw een inventariswaarde die overeenkomt met zijn operationele waarde, die de diensten vertegenwoordigt die het nog steeds levert.

Onderafdeling 3. — Financiële leasing

Materiële vaste activa die worden aangehouden op grond van financiële leasing, worden op dezelfde wijze geïncapitaliseerd als soortgelijke activa die worden verworven zonder financiële leasing.

HOOFDSTUK 4. — FINANCIËLE VASTE ACTIVA

Financiële vaste activa worden in de balans opgenomen tegen aanschaffingswaarde en zijn niet vatbaar voor afschrijving. Incidentele kosten in verband met de verwerving van financiële activa en geldbeleggingen zullen ten laste worden gebracht van de winst- en verliesrekening in het jaar waarin zij worden gemaakt.

De deelnemingen in ondernemingen worden geherwaardeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 9 van het KB behoudsplan, d.w.z. door het percentage van de deelneming toe te passen op de boekhoudingswaarde van het netto-actief van de vennootschap, zoals deze blijkt uit haar laatste beschikbare en goedgekeurde jaarrekeningen.

De voor deze activa vastgestelde geherwaardeerde waarde wordt met redenen omkleed in de bijlage bij de jaarrekeningen waarin de revaluatie voor het eerst wordt opgenomen.

HOOFDSTUK 5. — VORDERINGEN

Vorderingen op ten hoogste één jaar worden opgenomen tegen hun nominale waarde op het ogenblik dat zij ontstaan.

Elk jaar worden deze vorderingen systematisch geëvalueerd met het oog op de toepassing van eventuele waardeverminderingen. Zo worden de saldi van de rekeningen van de cliënten gerechtvaardigd door de optelling van de verschillende individuele rekeningen van de cliënten, die zelf door relevante bewijsstukken moeten worden gestaafd.

Vorderingen op meer dan één jaar en op ten hoogste één jaar worden in waarde verminderd indien hun terugbetaling op de vervaldag, geheel of gedeeltelijk, onzeker is of in waarde verminderd is. Zij kunnen ook worden afgewaardeerd indien hun realiseerbare waarde op de sluitingsdatum van het boekjaar lager is dan hun boekwaarde.

Vorderingen op banken worden in de balans opgenomen tot het bedrag dat ter beschikking is gesteld, na aftrek van de intussen verrichte terugbetalingen, vermeerderd met de opgelopen interesten.

Realisatieverliezen worden geboekt op dubieuze vorderingen en vorderingen die niet kunnen worden teruggevorderd.

Voor risicovolle vorderingen worden de interesten berekend en geboekt als een werkelijke vordering. Overeenkomstig het voorzichtigheidsbeginsel worden deze interesten niet in de resultatenrekening opgenomen, maar op een correctierekening bij de activa geboekt.

HOOFDSTUK 6. — VOORRADEN

De valorisatiemethode van de artikelen wordt in het algemeen bepaald per artikelcategorie (type artikel), en dan wel tegen de gewogen gemiddelde prijs.

HOOFDSTUK 7. — GELDBELEGGINGEN

Beleggingen worden in de balans opgenomen tegen hun nominale waarde. Er wordt een waardevermindering geboekt wanneer de realiseerbare waarde op de balansdatum lager ligt dan de aanschaffingswaarde. Zij moet (gedeeltelijk of geheel) worden afgeschreven ten belope van de toename van de realiseerbare waarde.

De effecten, andere dan vastrentende effecten, die als geldbeleggingen worden gehouden, worden jaarlijks geherwaardeerd op basis van hun marktwaarde of, bij ontstentenis daarvan, geschat op basis van de marktwaarde van genoteerde effecten van soortgelijke aard overeenkomstig artikel 11, § 1, van het KB behoudsplan.

HOOFDSTUK 8. — VOORZIENINGEN VOOR RISICO'S EN LASTEN

Voorzieningen voor risico's en lasten worden aangelegd om verliezen of lasten te dekken die duidelijk omschreven zijn en die op de balansdatum waarschijnlijk of zeker zijn, maar waarvan het bedrag niet vaststaat.

De voorzieningen voor risico's en lasten worden individueel bepaald naar gelang van de aard van het risico en de eraan verbonden lasten. Aan het einde van het boekjaar worden de gevormde voorzieningen geëvalueerd op het niveau van de risico's die zij dekken, waarbij het teveel aan voorzieningen wordt teruggeboekt naar de resultatenrekening.

Met toepassing van artikel 14 van het KB behoudsplan worden voorzieningen aangelegd voor het risico van toekomstige uitgaven en verliezen:

- 1° indien het een bestaande verplichting betreft waarvan de aard duidelijk omschreven is;
- 2° die in de loop van het boekjaar of van een vorig boekjaar zijn ontstaan;
- 3° of de last of het verlies waarschijnlijk of zeker is;
- 4° indien het bedrag van de last of het risico nog niet definitief is.

Voor elk risico wordt de voorziening bepaald door een schatting te maken van het bedrag van het risico. Wanneer een eerder aangelegde voorziening volgens de huidige beoordeling te groot is geworden of niet langer nodig is, moet zij worden teruggenomen of op nul worden gesteld. In het tegenovergestelde geval moet de voorziening worden verhoogd.

HOOFDSTUK 9. — SCHULDEN

Afdeling 1. — Aan financiële instellingen verschuldigde bedragen

Schulden aan financiële instellingen worden in de balans opgenomen ten belope van het bedrag van de middelen die door de tegenpartij ter beschikking van de Franse Gemeenschap zijn gesteld, verminderd met de tot dan verrichte terugbetalingen.

*Afdeling 2. — Schulden in de vorm van een effect**Onderafdeling 1. — Leningen*

Schulden belichaamd in een effect zonder uitgiftepremie worden in de balans opgenomen tegen hun nominale waarde.

Schulden belichaamd in een effect waarvan het actuariële rendement, berekend bij de uitgifte met inachtneming van de terugbetalingswaarde op de vervaldag, afwijkt van het nominale rendement, worden eveneens tegen hun nominale waarde in de balans opgenomen.

De boekhoudkundige behandeling van schulden in de vorm van een effect waarbij de belegger het recht heeft, maar niet de plicht, om de ter beschikking van de Franse Gemeenschap gestelde middelen vóór de vervaldag van het effect terug te vorderen, is vergelijkbaar met die van schulden waarbij de belegger geen keuzemogelijkheid heeft en waarbij de vervaldag de datum van uitoefening van de optie is. Indien de belegger zijn optie niet uitoefent, wordt de vervaldatum die in de boekhouding in aanmerking moet worden genomen, de eerstvolgende datum van uitoefening van de optie of de datum van terugbetaling van het schuldeffect indien vóór het einde van de looptijd geen optie kan worden uitgeoefend.

Onderafdeling 2. — Uitgifte- of terugbetalingspremie

De uitgiftepremie is het verschil tussen de uitgifteprijs (d.w.z. het bedrag dat wordt verkregen in ruil voor een schuld) en de nominale waarde. Het zal positief zijn wanneer het in ruil verkregen bedrag hoger is dan de nominale waarde en negatief in het tegenovergestelde geval. De terugbetalingspremie is het verschil tussen de nominale waarde van de schuld en het bedrag dat contractueel moet worden terugbetaald. Zij zal positief zijn wanneer het contractueel terug te betalen bedrag hoger is dan de nominale waarde.

De boeking van schulden tegen hun nominale waarde gaat gepaard met de boeking pro rata temporis van de uitgiftepremie en de terugbetalingspremie, positief of negatief, lineair over de resterende looptijd van het effect, ongeacht het bedrag.

Voor schulden in de vorm van een effect waarbij de belegger het recht heeft, maar niet de plicht, om de ter beschikking van de Franse Gemeenschap gestelde middelen vóór de vervaldag van het effect terug te vorderen, wordt de uitgifte- of terugbetalingspremie, positief of negatief, afgeschreven over de periode tot de vervaldag van de eerste optie.

Bovendien zal de Franse Gemeenschap aan de belegger een positieve terugbetalingspremie verschuldigd zijn voor de schuld in de vorm van een aan de inflatie gekoppeld effect. Deze terugbetalingspremie zal elk jaar in de winst- en verliesrekening worden opgenomen en zal worden berekend op basis van de referentie-index van het betrokken jaar in vergelijking met de referentie-index van het voorgaande jaar.

Afdeling 3. — Beleggingskosten

De beleggingskosten zijn de kosten die worden gemaakt bij de uitgifte van een lening. Deze kosten bestaan inzonderheid uit uitgiftekosten voor leningen, die door de bank rechtstreeks op de beschikbare middelen in mindering worden gebracht.

Deze beleggingskosten worden niet geactiveerd en worden onmiddellijk in de winst- en verliesrekening opgenomen.

HOOFDSTUK 10. — OVERLOPENDE REKENINGEN EN AFSLUITING

Op de afsluitingsdatum van de boekperiode wordt het pro rata van de rentekosten of -opbrengsten die pas in een latere periode verschuldigd zullen zijn, maar die aan de voorbije periode moeten worden toegerekend, in de overlopende rekeningen(1), teneinde de desbetreffende lasten en opbrengsten aan elke periode toe te rekenen(2).

In geval van variabele coupons (variabele rentelasten) en wanneer de "fixing"-datum van deze coupon aan het einde van het boekjaar valt, moet het pro rata van deze coupons met betrekking tot het afgelopen boekjaar opnieuw worden geschat tegen de op de sluitingsdatum van het boekjaar geldende rentevoet.

HOOFDSTUK 11. — SPECIFIEKE REGELS - POSTEN BUITEN DE BALANSTELLING

Afdeling 1. — Afgeleide financiële instrumenten

De renteswaps die zijn aangegaan voor de afdekking van de(3) bestaande schuld van de Franse Gemeenschap uitgedrukt in dezelfde munteenheid, hebben tot doel de renterisico's geheel of gedeeltelijk te beheren volgens een beginsel van symmetrie tussen de kastromen die voortvloeien uit het afgedekte instrument en die welke voortvloeien uit de afdekking ervan.

De boekhoudkundige behandeling van deze afdekkingsinstrumenten verschilt naargelang het gaat om een specifieke afdekking (microdekking) of een niet-specifieke afdekking (macrodekking).

Onderafdeling 1. — Boekhoudkundige behandeling van specifieke afdekkingoperaties

Wanneer de afdekking specifiek is, worden renteswaps niet tegen marktwaarde gewaardeerd. Bijgevolg worden wijzigingen (zelfs negatieve) in de marktwaarde van het afdekkingsinstrument niet in de winst- en verliesrekening opgenomen. De verplichtingen en rechten die voortvloeien uit het gebruik van deze renteswaps zijn tot hun notioneel bedrag in de orderrekeningen opgenomen en moeten worden vermeld in de bijlagen bij de jaarrekening in de nota Rechten en verplichtingen buiten de balansstelling, zoals hierna beschreven.

Voorts dient in de bijlagen ook de reële waarde van renteswaps te worden vermeld in de nota Afgeleide financiële instrumenten die niet tegen reële waarde worden gewaardeerd.

In geval van een overmatige afdekking, bijvoorbeeld in geval van (gedeeltelijke) vervroegde terugbetaling van het onderliggende instrument, zal het overmatige afdekkingsdeel om boekhoudkundige doeleinden worden behandeld als een niet-specifieke en niet-effectieve afdekking.

Onderafdeling 2. — Boekhoudkundige behandeling van niet-specifieke afdekkingoperaties

In het geval van een niet-specifieke afdekking, d.w.z. wanneer het risico dat verbonden is aan een homogene reeks bestaande schulden wordt afgedekt door één of meer renteswaps, worden effectiviteitstests(4) uitgevoerd om te bepalen of de afdekking effectief is en is uitgebreidere verslaggeving in de jaarrekening vereist. Een dergelijke afdekking wordt effectief geacht wanneer de renteswaps een bereik hebben tussen 80% en 120% van de schommelingen in de rentestromen van de schuld die voortvloeiën uit wijzigingen in de marktrentevoeten.

Wanneer de niet-specifieke afdekking effectief is, hoeven de renteswaps niet tegen marktwaarde te worden gewaardeerd en is de boekhoudkundige behandeling vergelijkbaar met die van de specifieke afdekking. Zodra een niet-specifieke afdekking echter niet effectief wordt geacht volgens de effectiviteitstest, wordt de afdekkingsrelatie tussen de renteswap(pen) en het homogene geheel van schuldbewijzen niet langer erkend en geldt het voorzichtige "lower of cost or market"-beginsel(5) hierna "LOCOM" genoemd):

— Indien de marktwaarde van de renteswaps negatief is op de datum waarop de niet-specifieke afdekking als ineffectief wordt beschouwd, zal deze marktwaarde lineair over de resterende looptijd van de afgedekte effecten in het resultaat worden opgenomen. Eventuele latere wijzigingen in de marktwaarde worden eveneens in de winst- en verliesrekening opgenomen, behalve wanneer de marktwaarde van de renteswaps positief wordt.

— Indien echter op het moment dat de niet-specifieke afdekking als ineffectief wordt beschouwd, de marktwaarde van de renteswaps positief is, dienen zij niet tegen marktwaarde te worden gewaardeerd. Daarna worden, overeenkomstig het LOCOM-beginsel, alleen de uit de evaluatie tegen marktwaarde voortvloeiende niet-gerealiseerde verliezen op de renteswap(pen) in de winst- en verliesrekening opgenomen.

Onderafdeling 3. — Boekhoudkundige verwerking van financiële instrumenten met geschreven opties die zijn ingebed in de winst- en verliesrekening.

Renteswaps waarbij de tegenpartij de mogelijkheid maar niet de verplichting heeft het contract te beëindigen met of zonder betaling door de Federatie Wallonië-Brussel van de waarde van de renteswaps, worden beschouwd als zijnde afgesloten om afdekkingsdoeleinden, waarvoor de boekhoudkundige behandeling hierboven is gespecificeerd en waarbij de vervaldag van de afdekking de eerste uitoefendatum van de optie is. Indien de optie niet wordt uitgeoefend, wordt de nieuwe vervaldatum van de afdekkingstransactie de eerstvolgende uitoefendatum van de optie, indien er meerdere uitoefendata voor de optie zijn.

Onderafdeling 4. — Boekhoudkundige behandeling van het resultaat van de liquidatie van een swap

In het geval dat een afdekkende renteswap vrijwillig wordt beëindigd, maar de entiteit zichzelf blijft financieren (d.w.z. het financieringsinstrument wordt gehandhaafd), wordt het resultaat van deze transactie gespreid over de kortste van de oorspronkelijke afdekkingstermijn die nog moet worden afgedekt en de resterende looptijd van de financiering met variabele rente, via afzonderlijke rekeningen, en alleen als de afdekking effectief is. Ingeval het afgedekte instrument vóór de vervaldag wordt afgelost, wordt het resterende niet-afgeschreven gedeelte van de winst of het verlies op de afgedekte operatie onmiddellijk in de winst- en verliesrekening opgenomen. Een soortgelijke boekhoudkundige behandeling geldt voor renteswaps die de tegenpartij de mogelijkheid maar niet de verplichting bieden het contract te beëindigen met betaling door de Franse Gemeenschap van de marktwaarde van de renteswaps, d.w.z. voor renteswaps met een "break-up"-clausule.

Afdeling 2. — Rechten en verbintenissen

Niet in de balans opgenomen rechten en verbintenissen die een materiële invloed kunnen hebben(6) op het vermogen, de financiële positie of de winst of het verlies van de vennootschap moeten per categorie in de nota "In de balans opgenomen rechten en verbintenissen" worden vermeld.

Overeenkomstig het beginsel van het getrouwe beeld(7) moeten rechten en verbintenissen in de balans worden opgenomen zodra het recht of de verplichting is erkend en alle voorwaarden voor de toekenning van het recht of de verplichting zijn vervuld.

Rechten en verbintenissen worden geboekt voor het totale bedrag waarvoor de Franse Gemeenschap zich tegenover de schuldeiser vermoedelijk zal moeten inzetten en aansprakelijk zal zijn, ook wanneer zij hoofdelijk en gezamenlijk met derden aansprakelijk is. In de bijlage kan evenwel worden vermeld dat het om een hoofdelijke verbintenis gaat en dat de hoofdelijke schuldenaar persoonlijk verhaal of subrogatoir verhaal kan nemen op zijn eventuele hoofdelijke schuldenaren.

Voorts worden materiële rechten en verbintenissen die niet gekwantificeerd kunnen worden, op passende wijze vermeld in de bijlage bij de rekeningen.

Ten slotte maakt de Franse Gemeenschap, uiterlijk op de afsluitingsdatum van het begrotingsjaar, een volledige inventaris op van haar rechten en verbintenissen en verifieert (waarborgt) zij de juistheid van de in dit verband geboekte bedragen.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2020.

Art. 4. De Algemene Directie Begroting en Financiën van het Ministerie van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 juni 2021.

Fr. DAERDEN

Nota's

(1) De pro rata rentelasten die pas in een toekomstige periode verschuldigd zullen zijn, maar die aan de lopende periode kunnen worden toegerekend, zullen als "Aan te rekenen rentelasten" worden opgenomen. Pro rata rentebaten die pas in een toekomstige periode opeisbaar zullen worden, maar aan de lopende periode kunnen worden toegerekend, worden als "Verworven opbrengsten" geboekt.

(2) Opgemerkt zij dat de pro rata rentelasten of -baten die tijdens het afgelopen boekjaar zijn gemaakt of ontvangen, maar aan een of meer volgende boekjaren moeten worden toegerekend, ook in de overlopende rekeningen moeten worden opgenomen (respectief als "Over te dragen lasten" of "Over te dragen baten"). Aangezien dit bedrag echter op de balansdatum bekend is, hoeft het in het geval van variabele coupons niet opnieuw op de balansdatum te worden geraamd.

(3) Een afdekkingstransactie bestaat uit aan- of verkopen van financiële instrumenten die tot gevolg moeten hebben dat veranderingen in de prijs en/of kasstromen van het afgedekte financiële instrument worden gecompenseerd of verminderd.

(4) De effectiviteitstest zijn gebaseerd op de IFRS-methode.

(5) Deze methode houdt in dat alleen ongerealiseerde verliezen op de IRS volgens het voorzichtigheidsbeginsel in de resultatenrekening worden opgenomen (ongerealiseerde inkomsten mogen niet worden geboekt). Van het LOCOM-beginsel zal worden afgeweken in de situatie waarin de risico's die verbonden zijn aan de renteswap die niet langer effectief is, zouden worden gedekt of gecompenseerd door een ander afgeleid financieel instrument, overeenkomstig het symmetriebeginsel.

(6) Op basis van artikel 3:58, § 5 van het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen wordt onder "Materieel belang" verstaan: Met materieel belang wordt bedoeld de hoedanigheid van informatie waarvan redelijkerwijze kan worden verwacht dat de weglating of onjuiste vermelding ervan de beslissingen die een gebruiker op basis van de jaarrekening of de geconsolideerde jaarrekening van een vennootschap, of op basis van de jaarrekening van een VZW, IVZW of stichting neemt, zou kunnen beïnvloeden. Het materieel belang van afzonderlijke posten wordt beoordeeld in de context van andere gelijkaardige posten.

(7) Volgens het beginsel van het getrouwe beeld moeten evaluaties voldoen aan de criteria van voorzichtigheid, billijkheid en goede trouw.

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2021/204416]

26. AUGUST 2021 — Erlass der Regierung zur Abfederung der Auswirkungen der Corona-Krise im Bereich des bezahlten Bildungsurlaubs

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 zur Festlegung sozialer Bestimmungen, Artikel 109 § 3 Nummer 2, ersetzt durch das Gesetz vom 10. Juni 1993;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Juli 1985 zur Ausführung von Kapitel IV Abschnitt 6 - Gewährung des bezahlten Bildungsurlaubs im Rahmen der ständigen Weiterbildung der Arbeitnehmer - des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 zur Festlegung sozialer Bestimmungen, Artikel 8 Absatz 1, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 28. März 1995;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 22. Juli 2021;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 27. Juli 2021;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch begründet ist, dass die seit dem 13. März 2020 geltenden Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus (COVID-19), die die Föderalregierung ergriffen hat, weiterhin andauern; dass diese Maßnahmen weitreichende Auswirkungen auf das gesellschaftliche Leben haben, die nach wie vor flächendeckend spürbar sind; dass Weiterbildungen, die nur in Präsenzform möglich sind, nicht vollständig im erforderlichen Jahr stattfinden konnten und somit die jährliche Mindestanzahl Stunden nicht erreicht wurden um die Rückerstattung des bezahlten Bildungsurlaubs zu erhalten, so dass die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses keinen Aufschub mehr duldet;

Auf Vorschlag des für die Ausbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Abweichung von Artikel 8 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 23. Juli 1985 zur Ausführung von Kapitel IV Abschnitt 6 - Gewährung des bezahlten Bildungsurlaubs im Rahmen der ständigen Weiterbildung der Arbeitnehmer - des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 zur Festlegung sozialer Bestimmungen geben Weiterbildungen, die ab dem 1. März 2020 aufgrund der durch die Föderalbehörde beschlossenen Dringlichkeitsmaßnahmen, um die Ausbreitung des Coronavirus (COVID-19) einzudämmen, stundenweise nicht stattfinden können und aus diesem Grund nicht mehr die für das Anrecht auf bezahlten Bildungsurlaub erforderliche Mindestanzahl von 32 Stunden pro Jahr erreichen, weiterhin für die Schuljahre 2019-2020 und 2020-2021 Anrecht auf bezahlten Bildungsurlaub.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 1. März 2020 in Kraft.

Art. 3 - Der für die Ausbildung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 26. August 2021

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung
L. KLINKENBERG